



**ILLE-ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°35-2025-153

PUBLIÉ LE 10 JUILLET 2025

# Sommaire

## **Direction Départementale de la Protection des Populations /**

35-2025-07-10-00002 - ARRÊTÉ portant organisation de la direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine (4 pages) Page 5

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer /**

35-2025-07-08-00004 - 2025 07 08 DDTM APC temp debit reserve EPTB-EPB 01 VF (8 pages) Page 10

## **Préfecture d'Ille-et-Vilaine /**

35-2025-07-10-00003 - Arrêté préfectoral portant déclaration de cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril sise 2 parvis de l'église à Corps-Nuds (6 pages) Page 19

## **Préfecture d'Ille-et-Vilaine / CABINET**

35-2025-07-09-00002 - Arrêté portant autorisation d'effectuer des opérations de brouillage lors des 7e et 8e étapes du Tour de France en Ille-et-Vilaine (2 pages) Page 26

35-2025-07-09-00003 - Arrêté préfectoral constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique et autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans les gares d'Ille-et-Vilaine (3 pages) Page 29

## **Préfecture d'Ille-et-Vilaine / Service interministériel de défense et de protection civile**

35-2025-07-10-00001 - Arrêté portant réglementation de l'utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques par les particuliers (2 pages) Page 33

## **Sous-Préfecture de Redon /**

35-2025-07-03-00018 - Arrêté n° 20250500 autorisant un système de vidéo protection pour SOCIETE NOUVELLE NOREA à 35420 LOUVIGNE DU DESERT (2 pages) Page 36

## **Sous-Préfecture de Redon / Pôle sécurité**

35-2025-07-03-00015 - 20250392 - GLAZ PADEL - DINARD - arrêté (2 pages) Page 39

35-2025-07-03-00013 - Arrêté n° 20250345 autorisant un système de vidéo protection pour Parking EFFIA STATIONNEMENT à 35400 SAINT MALO (2 pages) Page 42

35-2025-07-03-00014 - Arrêté n° 20250387 autorisant un système de vidéo protection pour Société LELY FRANCE SAS à 35470 BAIN DE BRETAGNE (2 pages) Page 45

35-2025-07-03-00011 - Arrêté n° 20250400 autorisant un système de vidéo protection pour magasin E. LECLERC - KERMELEUC DISTRIBUTION à 35137 PLEUMELEUC (2 pages)	Page 48
35-2025-07-03-00016 - Arrêté n° 20250489 autorisant un système de vidéo protection pour MONDIAL RELAY - FR032887 à 35137 BÉDÉE (2 pages)	Page 51
35-2025-07-03-00017 - Arrêté n° 20250490 autorisant un système de vidéo protection pour Mondial Relay Consigne FR032921 à 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE (2 pages)	Page 54
35-2025-07-03-00019 - Arrêté n° 20250514 autorisant un système de vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne n° 33058 à 35000 RENNES (2 pages)	Page 57
35-2025-07-03-00020 - Arrêté n° 20250514 autorisant un système de vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne n° 33058 à 35000 RENNES (2 pages)	Page 60
35-2025-07-03-00021 - Arrêté n° 20250515 autorisant un système de vidéo protection pour société NEXHOS XP à 35000 RENNES (2 pages)	Page 63
35-2025-07-03-00022 - Arrêté n° 20250528 autorisant un système de vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne n° 33003 à 35470 BAIN DE BRETAGNE (2 pages)	Page 66
35-2025-07-03-00023 - Arrêté n° 20250540 autorisant un système de vidéo protection pour MONDIAL RELAY - FR033072 à 35330 BOVEL (2 pages)	Page 69
35-2025-07-03-00024 - Arrêté n° 20250541 autorisant un système de vidéo protection pour centre de coworking WHOORKS à 35000 RENNES (2 pages)	Page 72
35-2025-07-03-00025 - Arrêté n° 20250543 autorisant un système de vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne n° 33161 à 35510 CESSON SÉVIGNÉ (2 pages)	Page 75
35-2025-07-03-00012 - Arrêté n° 20250579 autorisant un système de vidéo protection pour magasin CARREFOUR MARKET GAROCADIS à 35830 BETTON (2 pages)	Page 78
<b>Sous-Préfecture ST MALO /</b>	
35-2025-07-09-00004 - Arrêté portant modification temporaire du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance (2 pages)	Page 81
35-2025-07-09-00005 - Arrêté portant modification temporaire du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance (2 pages)	Page 84

35-2025-07-09-00006 - Arrêté portant modification temporaire du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance (2 pages)

Page 87



Direction Départementale de la Protection des  
Populations

35-2025-07-10-00002

ARRÊTÉ portant organisation de la direction  
départementale de la protection des  
populations d'Ille-et-Vilaine

**ARRÊTÉ**  
**portant organisation de la**  
**direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine**

**Le préfet de la région Bretagne,**  
**préfet de la zone de défense et de sécurité ouest,**  
**préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux ;

**Vu** le décret n°2021-337 du 29 mars 2021 portant modification de l'annexe 1 du décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de la protection des populations ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 02 juin 2025 portant organisation du secrétariat général commun départemental ;

**Vu** la circulaire du 12 juin 2019 du Premier ministre, relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État ;

**Vu** les avis du comité social d'administration de la direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine du 20 juin 2025 et du 07 juillet 2025 ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sous l'autorité du préfet d'Ille-et-Vilaine, la direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine (DDPP) met en œuvre les politiques publiques, visant à assurer la protection et la sécurité du consommateur.

Elle veille à la conformité, à la qualité et à la sécurité des produits et prestations, à l'hygiène et à la sécurité des denrées alimentaires, ainsi qu'à la santé et à l'alimentation animale, à la traçabilité des animaux et des produits animaux dont elle assure la certification, à la protection des animaux domestiques ainsi que de la faune sauvage captive, aux conditions sanitaires d'élimination des cadavres et des déchets animaux.

Elle assure l'inspection d'installations classées pour la protection de l'environnement, exerçant des activités agricoles ou agroalimentaires.

Elle veille à l'égalité d'accès à la commande publique et à la loyauté des transactions.

Elle exerce une activité de contrôle sur les ventes soumises à autorisation et les pratiques commerciales réglementées.

**Article 2 :** La direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine (DDPP) est placée sous la responsabilité d'un directeur, d'un directeur adjoint et d'un adjoint au directeur. Elle comprend les services suivants :

- la direction ;
- le service CCRF – concurrence consommation et répression des fraudes – protection économique du consommateur ;
- le service CCRF – concurrence consommation et répression des fraudes – produits alimentaires et industriels ;
- le service vétérinaire – sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ;
- le service vétérinaire – santé et protection animales ;
- le service vétérinaire – protection de l'environnement et de la nature ;
- le service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire.

**Article 3 :** les missions transversales suivantes sont rattachées à la direction :

- la communication ;
- la qualité ;
- le contrôle de gestion ;
- la gestion des BOP métiers ;
- la santé et sécurité au travail ;
- le contentieux pénal ;
- la gestion des plans de surveillance et des plans de contrôle ;
- l'administration de l'intranet et des applications métiers.

**Article 4 :** les fonctions supports sont assurées par le secrétariat général commun départemental selon les termes du contrat de service établi, avec la présence à la DDPP d'Ille-et-Vilaine d'une déléguée à l'appui au pilotage.

**Article 5 :** le service CCRF – concurrence consommation et répression des fraudes – protection économique du consommateur est chargé de contrôler :

- les pratiques commerciales (en magasins, sur internet, en démarchage) ;
- la commande publique ;
- les services et les contrats et le numérique (réseaux sociaux, influenceurs, ...).

**Article 6 :** le service CCRF – concurrence consommation et répression des fraudes – produits alimentaires et industriels, est chargé de contrôler :

- les problématiques de la sécurité, de la loyauté et de la traçabilité des produits alimentaires et des produits industriels vendus au public, dans les commerces physiques ou en ligne.

**Article 7 :** le service vétérinaire – sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation est chargé :

- de contrôler les aliments, les établissements utilisant, détenant ou fabricant des denrées alimentaires (abattoirs, restaurants, cantines scolaires, ateliers de produits de la mer, entreprises agroalimentaires produisant œufs et ovoproduits, lait et produits laitiers, ...) ;
- de délivrer les certificats sanitaires nécessaires à l'exportation des produits soumis à la réglementation relative à la sécurité sanitaire des aliments ;
- d'intervenir, en coordination avec l'agence régionale de santé, dans l'investigation des toxi-infections alimentaires collectives (TIAC) ;
- de gérer les alertes avec les retraits / rappels des produits alimentaires ;
- de surveiller la protection animale dans les abattoirs.

**Article 8 :** le service vétérinaire – santé et protection animales est chargé :

- de protéger les animaux (domestiques / loisirs et de rente) par la vérification de leur état sanitaire et de leur bien-être en élevage et durant leur transport.
- de veiller au respect des règles de prescription, d'utilisation et de traçabilité des médicaments vétérinaires et des règles de fabrication d'aliments pour animaux et de transformation des sous-produits animaux.
- de garantir via la certification vétérinaire officielle, la traçabilité et la conformité sanitaire des animaux vivants, des produits génétiques, des aliments et sous-produits animaux dans le cadre d'échanges intracommunautaires ou d'exports vers les pays tiers.
- d'assurer chaque année un programme d'inspections, défini par la direction générale de l'alimentation, dans les élevages d'animaux de rente et dans les élevages d'animaux de compagnie et de loisirs, chez les opérateurs commerciaux, transporteurs, producteurs de matériels génétiques, fabricants et distributeurs d'aliments et utilisateurs de sous-produits animaux.
- de lutter contre les maladies animales qui présentent un risque pour la santé publique et/ou un impact économique majeur pour les éleveurs et les filières de productions (influenza aviaire, fièvre aphteuse, peste porcine, rage, ...).

**Article 9 :** le service vétérinaire – protection de l'environnement et de la nature est chargé :

- de contrôler les installations classées pour la protection de l'environnement exerçant des activités agricoles, ainsi que les installations de méthanisation qui leur sont connexes, ou agroalimentaires ;
- d'instruire les dossiers d'autorisation de détention et d'entretien des animaux de la faune sauvage captive.

**Article 10 :** le service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire est chargé :

- d'éviter l'introduction dans l'Union européenne de maladies animales ou végétales et de denrées non conformes ;
- de vérifier la loyauté des importations par le contrôle à la frontière des animaux, des produits d'origine animale, des végétaux, des produits végétaux, ainsi que des aliments pour animaux en provenance des pays tiers.

**Article 11 :** les services de la direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine sont implantés à Rennes (siège) et dans les services permanents d'inspection vétérinaire implantés :

- dans 7 abattoirs : Chateaubourg, Montauban-de-Bretagne, Saint-Aubin-d'Aubigné, Vitré, La Guerche-de-Bretagne, Montfort-sur-Meu, Maen-Roch ;
- sur le port de Saint-Malo (service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire).

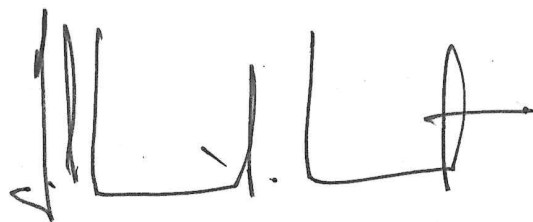
**Article 12 :** l'organisation de la DDPP d'Ille-et-Vilaine est fixée conformément à l'organigramme placé en annexe.

**Article 13 :** l'arrêté préfectoral du 31 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine est abrogé.

**Article 14 :** Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le directeur départemental de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

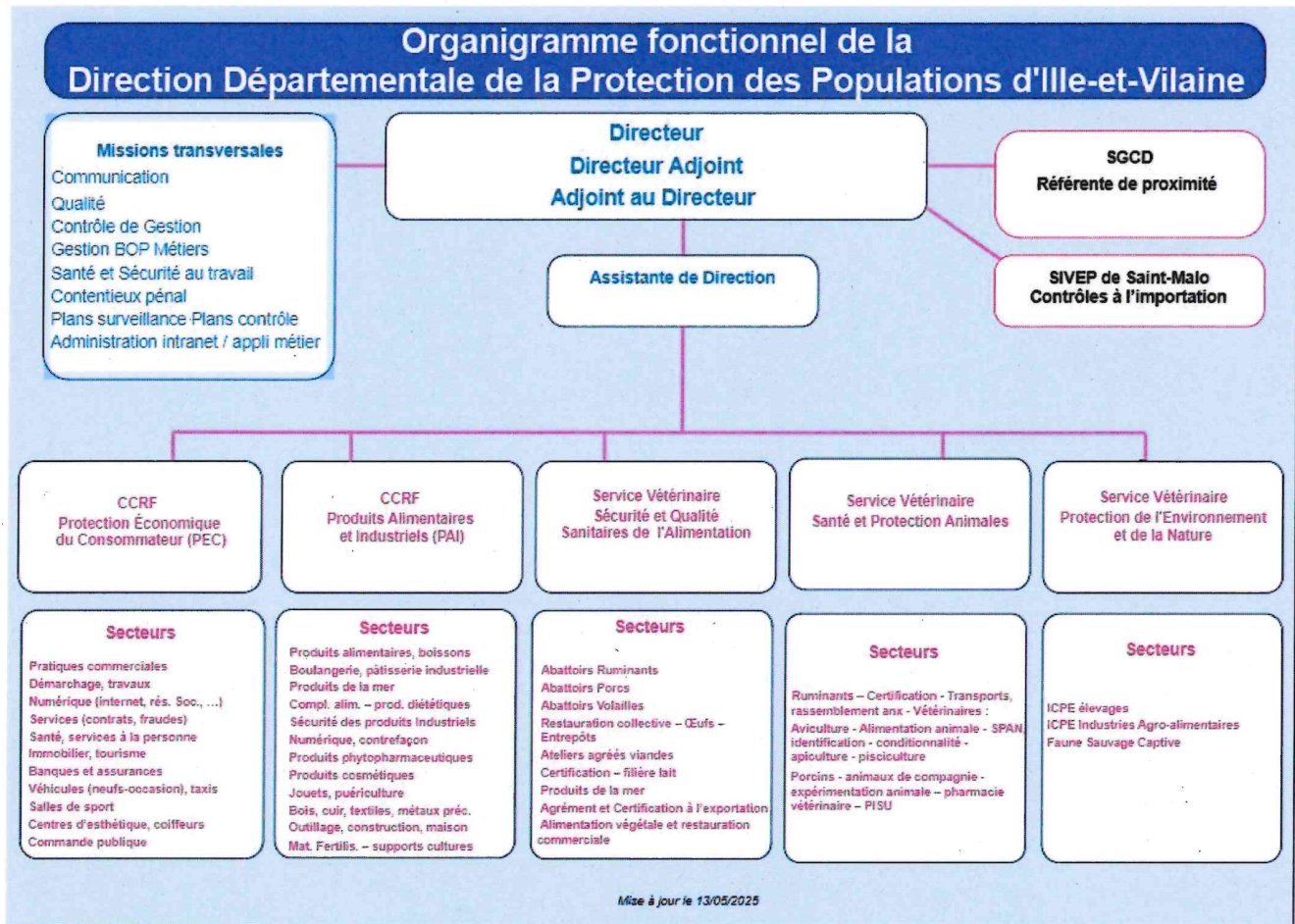
Fait à Rennes, le **10 JUIL. 2025**

Le préfet,



Amaury de SAINT-QUENTIN

## Annexe : Organigramme fonctionnel de la DDPP d'Ille-et-Vilaine



Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer

35-2025-07-08-00004

2025 07 08 DDTM APC temp debit reserve  
EPTB-EPB 01 VF



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**portant dérogation temporaire au maintien du débit réservé prescrits au droit des**  
**stations hydrométriques de Vitré (Pont D 857), Chateaubourg et Cesson-Sévigné**  
**(Pont Briant)**

**Bénéficiaire : EAU DES PORTES DE BRETAGNE**

**Le préfet de la région Bretagne,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** la circulaire du 05 juillet 11 relative à l'application de l'article L. 214-18 du Code de l'environnement sur les débits réservés à maintenir en cours d'eau ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet de l'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral du 5 mars 2010 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L.214-6 du Code de l'Environnement concernant le barrage de la Haute Vilaine ;

**Vu** l'arrêté du 2 juin 1976 déclarant d'utilité publique la construction du barrage de la Valière ;

**Vu** l'arrêté du 7 août 1980 déclarant d'utilité publique la construction du barrage de la Haute Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 mars 1993 déclarant d'utilité publique la construction du barrage de « Villaumur » sur la « Cantache » pour la production d'eau potable, le soutien d'étiage de la Vilaine et l'écroulement des crues, autorisant le prélèvement et établissant les périmètres de protection du captage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1995 fixant le règlement d'eau du barrage de « Villaumur » sur la « Cantache » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 autorisant le prélèvement d'eau de « Pont Billon » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L.214-6 du Code de l'environnement concernant le barrage de la Valière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 portant complément à l'autorisation reconnue au titre de l'article L.214-6 du Code de l'environnement concernant le barrage de la Cantache ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012 autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine ;

**Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 du préfet de la région Centre, coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne 2022-2027 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2025 n°35-2025-06-13-00001 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine plaçant en vigilance sécheresse l'ensemble du département ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral envoyé en contradictoire le 30 juin 2025 à eaux & Vilaine et EPB par la DDTM d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la demande conjointe de dérogation des débits réservés envoyée par eaux & Vilaine et eau des Portes de Bretagne (EPB) le 15 juin 2025, reçu par la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine le 20 juin 2025 concernant les débits réservés à l'amont de Rennes, et les mesures de préservations de la ressource énoncées dans la demande visant les producteurs d'eau, les industriels et les particuliers ;

**Vu** la réponse d'Eaux & Vilaine et d'Eau des Portes de Bretagne envoyée le 1er juillet 2025 concernant le projet d'arrêté préfectoral susmentionné ;

**Considérant** que l'article L.214-18 de Code de l'environnement dispose que tout ouvrage construit dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur ;

**Considérant** que le présent arrêté préfectoral a pour objet la réduction des débits sur le cours de La Vilaine aux stations hydrométriques de « La Vilaine à Châteaubourg [J7060620] », « La Vilaine à Vitré [Pont D 857] [J7010610] » et « La Vilaine à Cesson-Sévigné [Pont Briant] [J7090630] » ;  
**Considérant** le présent arrêté préfectoral n'autorise pas à déroger au maintien du débit minimal visé par l'article L.214-18 du Code de l'environnement susmentionné aux différents points précédemment cités ;

**Considérant** que l'orientation 7A-1 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne 2022-2027 fixe un débit objectif d'étiage et un débit seuil d'alerte à la station hydrométrique de « La Vilaine à Cesson-Sévigné [Pont Briant] [J7090630] » de 1 m<sup>3</sup>.s<sup>-1</sup> ;

**Considérant** que le présent arrêté préfectoral autorise temporairement l'abaissement du débit à la station de « La Vilaine à Cesson-Sévigné [Pont Briant] [J7090630] » à 0,8 m<sup>3</sup>.s<sup>-1</sup> ;



**Considérant** que l'arrêté préfectoral du 13 juin 2025 n°35-2025-06-13-00001 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine a placé le département en vigilance sécheresse sur les usages « eau potable » et invite tout un chacun à avoir une consommation responsable de la ressource en eau ;

**Considérant** que l'article L.211-1 du Code de l'environnement dispose que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population, mais doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences de conservation et de libre écoulement des eaux ;

**Considérant** que l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine est une des priorités visée par l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article 3 et l'annexe n°4 de l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012 définissent des règles de gestion concernant le prélèvement à la prise d'eau du Plessis-Beuscher ;

**Considérant** que depuis le 5 juin, EPB achète près de 3 000 m<sup>3</sup>/jour à la collectivité Eau du Bassin rennais afin de diminuer la pression sur les barrages ;

**Considérant** que EPB soutient l'alimentation en eau potable du syndicat intercommunal des eaux de la forêt du Theil du fait d'un problème technique sur les forages d'un industriel sur son secteur ;

**Considérant** que mi-juin, la courbe de niveau des barrages de la Cantache, de la Haute Vilaine était sous leur courbe de défaillance quinquennale sèche ;

**Considérant** que Eaux & Vilaine et EPB sont en capacité de mesurer ou suivre les débits à la sortie des ouvrages susmentionnés ou dans le cours d'eau ;

**Considérant** que cette dérogation est temporaire ;

**Considérant** que l'article D.211-10 du Code de l'environnement dispose que dans les documents de programmation et de planification élaborés et les décisions prises par l'État, ses établissements publics et les autres personnes morales de droit public et en vue d'assurer une amélioration continue de l'environnement, sont pris comme référence les objectifs de qualité définis au tableau II annexé à l'article en ce qui concerne la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons ;

**Considérant** que le présent arrêté prévoit des prescriptions permettant le suivi de paramètres à l'aval du barrage et conditionne le maintien du vingtième du module au respect de valeurs impératives prévues par l'article D.211-10 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les prélèvements aux points de « Plessis-Beuscher » et « Pont-Billon » et les barrages de la Cantache, de la Valière et de Haute Vilaine, autorisés par arrêté préfectoral, bénéficient d'un statut d'ouvrages ou activités autorisés au titre de l'article L.214-6 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale confère aux autorisations initiales susvisées, le statut d'autorisation environnementale relevant des articles L.181-1 et suivant du Code de l'environnement ;

**Considérant** que conformément aux articles R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement, le préfet peut définir des prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire à l'autorisation environnementale initiale ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer,

# ARRÊTE

## Titre I : Objet

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

Le présent arrêté préfectoral porte modification temporaire des arrêtés préfectoraux suivants concernant les débits réservés prescrits par :

- arrêté préfectoral autorisant le prélèvement d'eau de « Pont Billon » en date du 17 mai 2006 ;
- arrêté préfectoral autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012.

### Article 2 : dérogation au maintien du débit réservé sur le cours d'eau de la Vilaine en amont de Rennes

Les débits réservés fixés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement d'eau de « Pont Billon » en date du 17 mai 2006 et à l'article 3 l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012 sont ainsi modifiés :

- station hydrométrique de Vitré : le débit réservé au droit de la station de « La Vilaine à Vitré [Pont D 857] [J7010610] » à 350 l.s<sup>-1</sup> ;
- station hydrométrique de Châteaubourg : le débit réservé au droit de la station hydrométrique de « La Vilaine à Châteaubourg [J7060620] » à 800 l.s<sup>-1</sup> ;
- station hydrométrique de Cesson-Sévigné : le débit réservé au droit de la station hydrométrique de « La Vilaine à Cesson-Sévigné [Pont Briant] [J7090630] » à 800 l.s<sup>-1</sup>.

La modification des débits réservés se fait progressivement, *a minima*, en 24 heures.

Concernant les ouvrages de la Cantache, la Valière et de la Haute Vilaine, les données des volumes stockés et prélevés dans ces retenues, ainsi que les débits à l'amont et l'aval des ouvrages sont remontées hebdomadairement au service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine.

Concernant les prélèvements directs sur la Vilaine et ses affluents, les données des volumes prélevés aux points de prélèvement de Pont Billon et Plessis-Beuscher et la Ferronière sont remontées hebdomadairement au service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine.

Une comparaison hebdomadaire des volumes produits par les usines de production d'eau potable est réalisée par rapport au cinq dernière année. Cette comparaison de la semaine N-1 est remontée tous les mardi matin de la semaine N au service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine.

### Article 3 : Suivi à l'aval des ouvrages dans le cadre de la dérogation

Eau des Portes de Bretagne met en place un suivi quotidien au point prévu sur le suivi qualitatif des eaux de la Vilaine par l'article 4 de l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012 sur les paramètres suivants :

- température ;
- oxygène dissous (mg/l O<sub>2</sub>) ;
- saturation oxygène (%) ;
- PH ;
- turbidité.

Ce suivi est complété d'un suivi visuel du cours d'eau notamment concernant la vie piscicole des cours d'eau concernés.

Une copie de cet arrêté sera transmise à la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Vilaine pour information.

Ces informations seront mises à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **Article 8 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 9 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 10 : Information, délais et voies de recours**

Le présent arrêté préfectoral est notifié à **Eau des Portes de Bretagne et à Eaux & Vilaine**.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie des communes de CESSON-SÉVIGNÉ, SAINT-DIDIER, CHÂTEAUBOURG, VITRÉ, BALAZÉ, ERBRÉE, POCE LES BOIS, CHAMPEAUX, MONTREUIL SOUS PEROUSE, SAINT AUBIN DES LANDES, LA CHAPELLE ERBREE, BOURGON, SAINT-M'HERVE, ET ETRÉLLES, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

**Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.**

#### **Article 11 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le président d'Eau des Portes de Bretagne ; le président, Eaux & Vilaine, le président du Conseil départemental, les maires des communes de CESSON-SÉVIGNÉ, SAINT-DIDIER, CHÂTEAUBOURG, VITRÉ, BALAZÉ, ERBRÉE, POCE LES BOIS, CHAMPEAUX, MONTREUIL SOUS PEROUSE, SAINT AUBIN DES LANDES, LA CHAPELLE ERBREE, BOURGON, SAINT-M'HERVE, ET ETRÉLLES, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef de la brigade départementale de l'office française de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **08 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Pierre LARREY

L'ensemble de ces éléments sont rapportés hebdomadairement au service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, et le jour même dans le premier de l'article n°4 ci-après.

Un bilan et une analyse de ces données sont réalisés à la fin de la dérogation. Ces documents intègrent également les données des précédentes dérogations et celles enregistrées en dehors de ces dérogations. Ils sont transmis dans un délai de deux mois suite à l'échéance de la présente dérogation au service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine.

#### **Article 4 : Conditions dérogatoires**

La dérogation prévue par l'article 1 du présent arrêté est conditionnée par les éléments suivants :

- le taux de saturation en oxygène à l'aval du barrage, dont la mesure est prévue par l'article 3 du présent arrêté, ne doit pas descendre en dessous de la valeur de 50 %. Si la valeur seuil est dépassée, Eaux & Vilaine module à la hausse le débit des ouvrages à l'amont pour permettre de repasser au-dessus de la valeur limite ;
- si le débit à l'amont de l'ouvrage est inférieur au dixième du module, le débit à l'aval de l'ouvrage ne peut être inférieur au débit amont.

#### **Article 5 : Diminution des prélèvements sur la prise d'eau du barrage de Pont-Billon alimentant l'usine de potabilisation de La Grange**

En application de l'article 3 et de l'annexe n°4 de l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement d'eau de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012, eau des Portes de Bretagne, en concertation avec la collectivité eau du Bassin rennais (CEBR), maximise l'achat d'eau à la CEBR pour diminuer ses prélèvements dans le cours d'eau de la Vilaine au niveau de Pont-Billon alimentant l'usine de potabilisation de La Grange.

Les données concernant l'application de cet article seront remontées hebdomadairement au service police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine.

#### **Article 6 : Durée de la dérogation**

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la publication de celui-ci au recueil des actes administratifs d'Ille-et-Vilaine.

Elles demeurent en vigueur jusqu'à la première des deux échéances suivantes :

- la courbe agréant les volumes stockés des barrages de la Cantache, la Valière et de la Haute Vilaine repasse au-dessus de la courbe d'alerte sécheresse (annexe n°1) associée à ces trois barrages avec une pente inférieure à celle de la courbe d'alerte sécheresse **et** le volume stocké pour chacun des trois barrages est supérieur à la courbe de défaillance quinquennale sèche (annexe n°2) ;
- Le 15 août 2025.

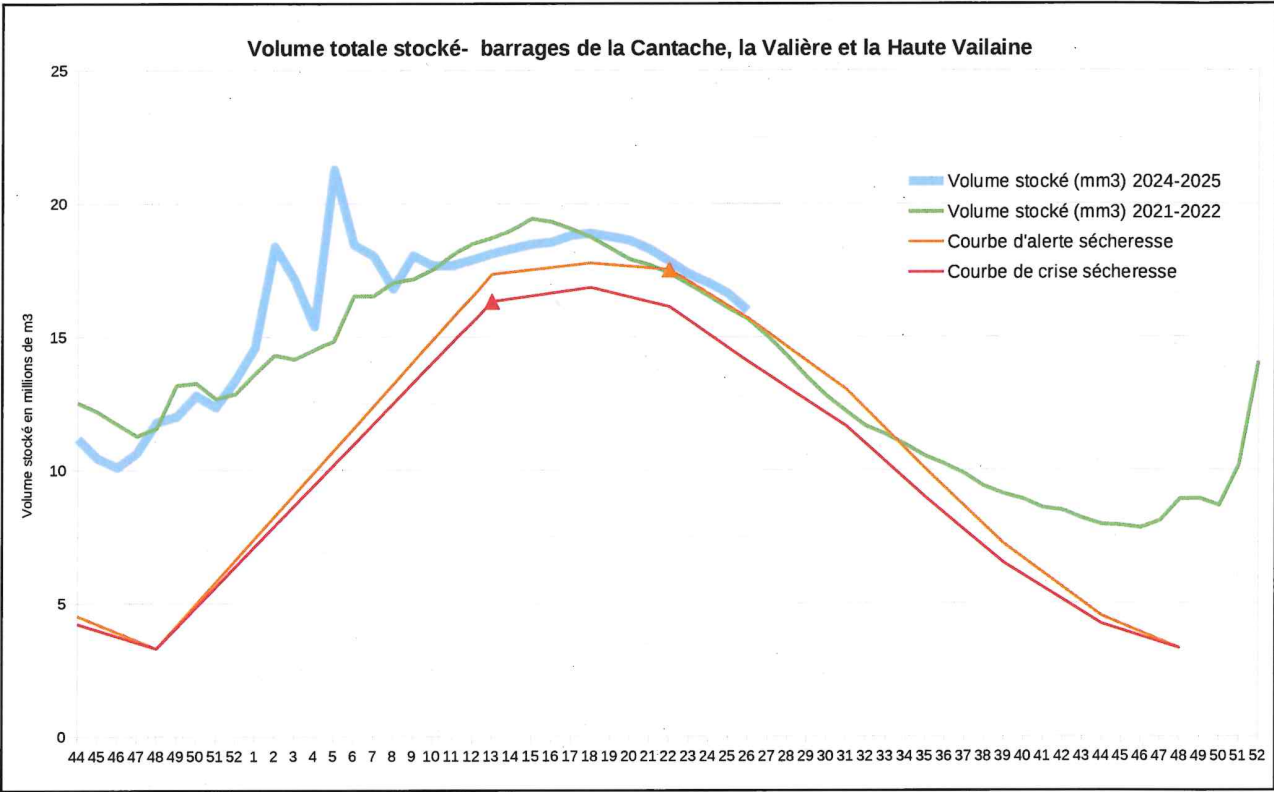
À échéance, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement d'eau de « Pont Billon » en date du 17 mai 2006 et à l'article 3 l'arrêté préfectoral autorisant le prélèvement de « Plessis-Beuscher » en date du 12 avril 2012 concernant les débits réservés seront de nouveau applicables.

La présente dérogation peut faire l'objet d'une prolongation à la demande d'eau des Portes de Bretagne, au plus tard, une semaine avant le 15 août 2025.

#### **Article 7 : Publication et information des tiers**

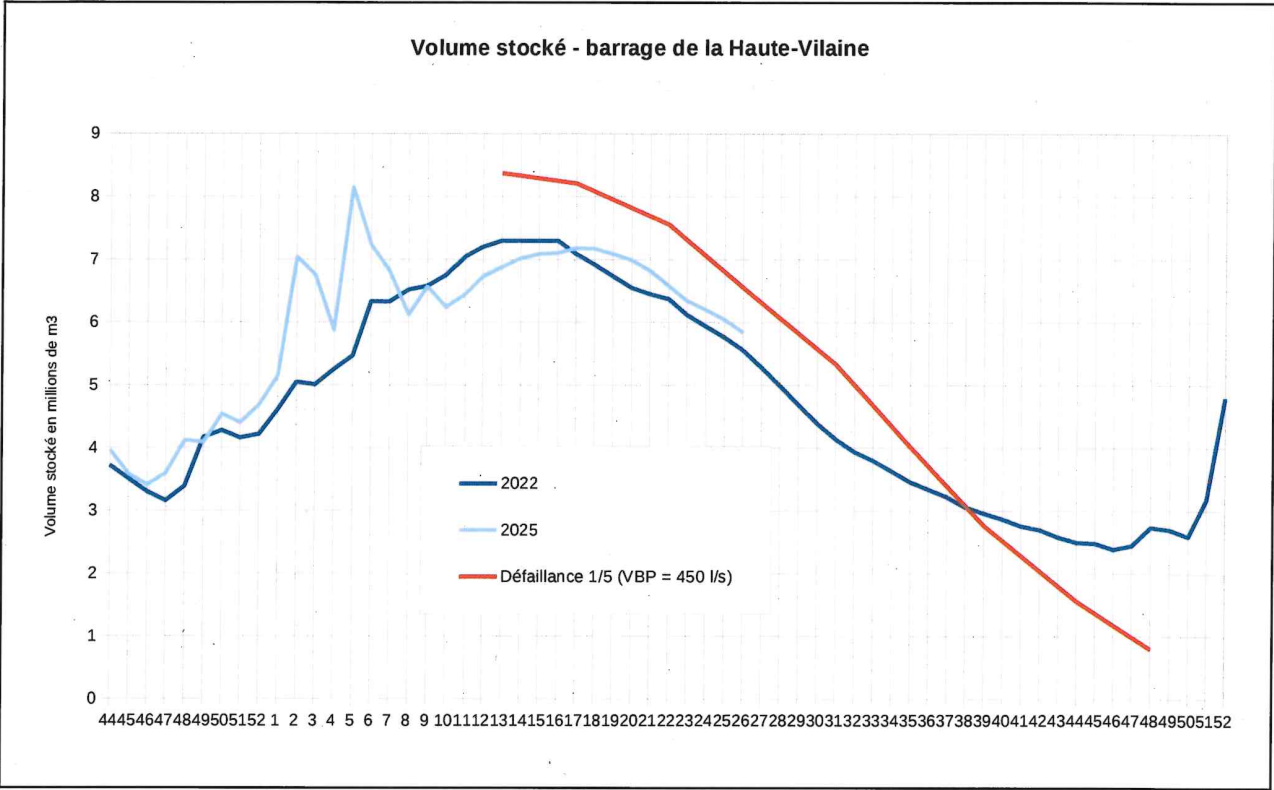
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine. Il sera affiché dans les mairies des communes de CESSON-SÉVIGNÉ, SAINT-DIDIER, CHÂTEAUBOURG, VITRÉ, BALAZÉ, ERBRÉE, POCE LES BOIS, CHAMPEAUX, MONTREUIL SOUS PEROUSE, SAINT AUBIN DES LANDES, LA CHAPELLE ERBREE, BOURGON, SAINT-M'HERVE, ET ETRELLES pendant au moins un mois.

Annexe n°1 – courbe agrégée d'alerte sécheresse pour les trois barrages de la Cantache, Valière et Haute Vilaine





Annexe n°2 – courbe de défaillance quinquennale sèche pour le barrage de la Haute Vilaine



Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2025-07-10-00003

Arrêté préfectoral portant déclaration de  
cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril  
sise 2 parvis de l'église à Corps-Nuds



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant déclaration de cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril**  
**sise 2 parvis de l'Église à Corps-Nuds**

**Le préfet de la région Bretagne,**  
**préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L511-1 et suivants ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 05 septembre 2024 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril sise 2 parvis de l'Église à Corps-Nuds ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 15 octobre 2024 annulant et remplaçant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2024 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril sise 2 parvis de l'Église à Corps-Nuds ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2025 portant délégation de signature à Monsieur Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous préfet de Rennes ;

**Vu** l'ordonnance du 29 juillet 2020 du président du Tribunal Administratif de Rennes désignant Monsieur Jean-Claude LE LAY en qualité d'expert ;

**Vu** le rapport d'expertise de Monsieur Jean-Claude LE LAY, en date du 13 août 2020 concluant à l'imminence du péril ;

**Vu** l'évaluation de la Direction régionale des finances publiques – Service France Domaine en date du 3 mai 2021, pour la parcelle AC n°184 ;



**Vu** l'évaluation de la Direction régionale des finances publiques – Service France Domaine en date du 6 mars 2024, pour la parcelle AC n°184 ;

**Vu** la délibération en date du 8 avril 2024, du conseil municipal de Corps-Nuds décidant :

- l'engagement de la procédure d'expropriation dérogatoire de la parcelle AC n°184 sur le fondement de l'article L511-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- autorise le maire à solliciter du préfet d'Ille-et-Vilaine la déclaration d'utilité publique et la déclaration de cessibilité de la parcelle AC n°184, la désignation de la commune comme bénéficiaire de l'expropriation, la détermination du montant de l'indemnité provisionnelle et la date à laquelle il pourra être pris possession de la parcelle précitée ;
- autorise le maire à signer tous les actes et documents liés à la procédure d'expropriation susmentionné ;

**Vu** l'arrêté municipal de la commune de Corps-Nuds, en date du 30 novembre 2020, déclarant en péril et édictant une interdiction définitive d'habiter ;

**Vu** l'acte de changement de régime matrimonial initial communautaire en régime de séparation des biens des conjoints ATTIGUI, en date du 28 février 2024, rendant madame Yamina ATTIGUI seule propriétaire du bien ;

**Vu** le courrier en date du 22 avril 2024 par lequel le maire de Corps-Nuds demande la déclaration d'utilité publique et la cessibilité de la parcelle cadastrée AC n°184 au profit de sa commune ;

**Vu** le courrier en date du 20 juin 2025 par lequel le maire de Corps-Nuds demande la déclaration d'utilité publique et la cessibilité de la parcelle cadastrée AC n°184, appartenant désormais exclusivement à Madame ATTIGUI, au profit de sa commune ;

**Vu** le plan parcellaire déterminant les parcelles à exproprier ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de déclaration de parcelle en état de péril ordinaire telle que prévue par les articles L.511-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique a bien été respectée ;

**CONSIDÉRANT** que cette acquisition publique permet de pallier la carence des propriétaires, lesquels n'ont pas réalisé les travaux nécessaires pour mettre fin à l'état de dangerosité et d'insécurité du bien ;

**CONSIDÉRANT** la caducité partielle de l'arrêté du 15 octobre 2024 annulant et remplaçant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2024 en ce qu'il porte cessibilité dans le cadre d'une procédure de péril sise 2 parvis de l'Église à Corps-Nuds ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Cessibilité**

Sont déclarés cessibles, au profit de la commune de Corps-Nuds, les terrains désignés aux éléments des états parcellaires annexés au présent arrêté.

La durée de validité de la présente déclaration de cessibilité est de six mois.

### **Article 2 : Indemnité provisionnelle**

Le montant de l'indemnité provisionnelle allouée au propriétaire, pour la parcelle AC n°184 est fixé à un euro.

Cette indemnité est établie au vu de la valeur vénale des parcelles évaluée par la Direction régionale des finances publiques – Service France Domaine et de l'indemnité de réemploi prévue par le code de l'urbanisme ainsi que sur la base de la méthode d'évaluation par récupération foncière imposée par l'article L. 511-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

### **Article 3 : Prise de possession**

Sous réserve du paiement ou, en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle, il pourra être pris possession dudit bien dans un délai d'un mois au minimum à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

### **Article 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et affiché en mairie de Corps-Nuds. Il sera notifié au propriétaire par la mairie de Corps-Nuds.

### **Article 5 : Délais et voies de recours :**

Les dispositions du présent arrêté peuvent être contestées devant le tribunal administratif de Rennes par un recours contentieux formé dans le délai de deux mois à compter de la notification dudit arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

Elles peuvent également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux lequel, si ce recours est formé avant l'expiration du délai de recours contentieux, prolonge ce dernier. La notification de la réponse à ce recours gracieux ouvre ainsi un nouveau délai de recours contentieux de deux mois devant la juridiction administrative. L'absence de réponse au recours gracieux, au terme d'un délai de deux mois à compter de sa réception, vaut rejet implicite de celui-ci.

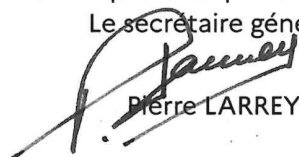
## **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et le maire de Corps-Nuds sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le **10 JUIL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over the printed name 'Pierre LARREY'.

Pierre LARREY

Plan parcellaire

Parcelle AC n°184 – Madame Yamina ATTIGUI (propriétaire)



Échelle : 1/300<sup>ème</sup>

Vu pour être annexé à l'arrêté du  
**10 JUL. 2025**  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Pierre LARREY



## Etat parcellaire

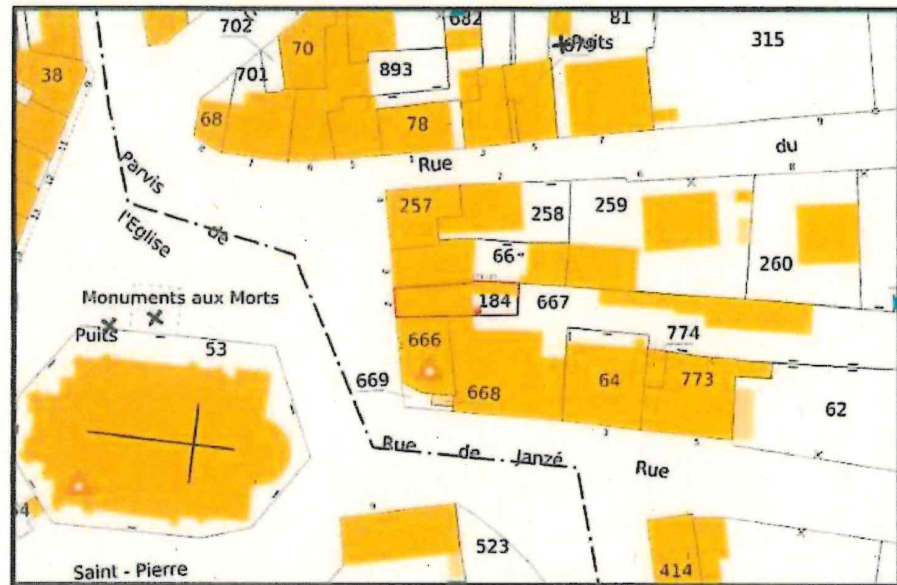
Parcelle cadastrée section AC n°184

N° de plan parcellaire : 1

Adresse :

2, Parvis de l'Eglise 35150 CORPS-NUDS

Nature : Bâtie



Cadaastre			Emprise cessible	Hors emprise cessible
Section	Numéro	Surface en m <sup>2</sup>	Surface en m <sup>2</sup>	Surface en m <sup>2</sup>
000 AC	184	93	93	0

Propriétaire		
Nom-Prénom	Adresse	Observations sur l'origine de propriété
<b>Madame Yamina ATTIGUI</b> Née le 20 août 1976 à OUJDA (MAROC) Mariée à la mairie de Rennes le 13 juillet 2006 à Monsieur Mohammed ATTIGUI, né le 27 juin 1978 à OUJDA (MAROC) sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.	6, Allée des Asturies 35200 Rennes	<i>Acte de changement de régime matrimonial reçu devant Maître CHEYLAT à ORGERES (35) le 28/02/2024 avec adoption du régime de la séparation de biens. Madame Yamina ATTIGUI, à l'issue de cet acte, est seule propriétaire de la parcelle AC n°184 sise2, Parvis de l'Eglise 35150 CORPS-NUDS.</i> <i>Acte contenant constatation de non-opposition de changement de régime matrimonial reçu devant Maître CHEYLAT à ORGERES (35) le 30/07/2024.</i>

**Origine de propriété de la parcelle AC n°184 :** Acquisition suivant acte reçu devant Maître CHEYLAT à ORGERES (35) le 25/01/2013 - Cession par le Crédit Agricole à Monsieur et Madame ATTIGUI pour un prix de 28 000 € HT (SPF : 2013P01050)

Vu pour être annexé à l'arrêté du

**10 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

  
Pierre LARREY

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2025-07-09-00002

Arrêté portant autorisation d'effectuer des  
opérations de brouillage lors des 7e et 8e étapes  
du Tour de France en Ille-et-Vilaine

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant autorisation d'effectuer des opérations de brouillage**  
**lors des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> étapes du Tour de France en Ille-et-Vilaine**

**LE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**Vu** le code de la défense et notamment les articles R. 2364-1 et suivants ;

**Vu** le code des postes et des communications électroniques et notamment l'article L.33-3-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.213-2, R.213-2 à R.213-7 ;

**Vu** le code des transports et notamment l'article L.6211-4 et les articles R.6221-1 à R.6225-7 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté du 28 juin 2023 portant application des articles R. 2364-1 et suivants du code de la défense et R. 213-2 et suivants du code de la sécurité intérieure et relatif au brouillage des aéronefs circulant sans personne à bord ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 27 mars 2025 nommant Monsieur Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** les demandes formulées le 18 juin 2025 par le commandant du bureau d'appui numérique de la région Bretagne et le 8 juillet 2025 par le directeur interdépartemental de la police nationale ;

**Vu** le rapport d'étude d'impacts des brouillages en lutte anti-drones par l'agence nationale des fréquences émis le 29 novembre 2024 ;

**Considérant** les conclusions du rapport d'étude d'impacts des brouillages en lutte anti-drones par l'agence nationale des fréquences émis le 29 novembre 2024 et qui ne met en lumière aucun impact défavorable majeur ;

**Considérant** que les dispositions susvisées permettent aux forces de sécurité intérieure de rendre inopérant au moyen du brouillage, un aéronef circulant sans personne à bord, en cas de menace imminente, pour les besoins de l'ordre public, de la sécurité nationale ou du service public de la justice ou afin de prévenir le survol d'une zone mentionnée à l'article L.6211-4 du code des transports ;

**Considérant** que la sécurisation des départs de la 7<sup>e</sup> et de la 8<sup>e</sup> étape du Tour de France respectivement les 11 juillet et 12 juillet 2025 nécessitent la mise en œuvre d'un dispositif de brouillage des fréquences ou bandes de fréquences radioélectriques émises par des aéronefs circulant sans personne à bord ; que



les demandes d'autorisations susvisées sont justifiées en raison des menaces qui pèsent sur l'événement ; que les éléments figurant dans ces demandes répondent aux exigences de l'article R.213-4 du code de la sécurité intérieure ;

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** – La direction interdépartementale de la police nationale est autorisée à mettre en œuvre le dispositif de brouillage destiné à rendre inopérant un aéronef circulant sans personne à bord sur la commune de Saint-Malo à l'occasion de la 7<sup>e</sup> étape du Tour de France dans le département d'Ille-et-Vilaine aux fins de sécuriser le départ de l'étape et ses abords ainsi que le village du Tour de toutes incursions de drones non identifiés et non autorisés.

Le groupement de gendarmerie nationale est autorisé à mettre en œuvre le dispositif de brouillage destiné à rendre inopérant un aéronef circulant sans personne à bord sur la commune de Saint-Méen le Grand à l'occasion de la 8<sup>e</sup> étape du Tour de France dans le département d'Ille-et-Vilaine aux fins de sécuriser l'événement.

**Article 2** – Le matériel de brouillage pouvant être utilisé dans le cadre de ce dispositif est déterminé comme suit :

- pour le groupement de la gendarmerie départementale :
  - BAD, pistolet brouilleur WILSON, fusil brouilleur WATSON
  - SNIPer528, WBS 25000
- pour la direction interdépartementale de la police nationale :
  - pistolet brouilleur WILSON, fusil brouilleur WATSON, RADMAN

**Article 3** – La présente autorisation est délivrée pour la journée du 11 juillet 2025 à partir de 7 heures et le 12 juillet 2025 sur l'ensemble de la journée.

**Article 4** – La présente autorisation est strictement limitée aux périmètres géographiques suivants :

- Pour le départ de la 7<sup>e</sup> étape du Tour de France le 11 juillet 2025 :
  - Lat : 48° 39' 3.95" N, Long : 2° 1' 22.846" O, avec un rayon d'un kilomètre autour de ce point ;
- Pour le départ de la 8<sup>e</sup> étape du Tour de France le 12 juillet 2025 :
  - Lat : 48° 11' 13.0' N, Long : 2° 11' 58.5" O, avec un rayon de 2 kilomètres autour de ce point ;

**Article 5** – Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, Monsieur le directeur interdépartemental de la police nationale et Monsieur le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale d'Ille-et-Vilaine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rennes, le

09 JUL. 2025

Pour le préfet, et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet,



Gabriel MORIN

#### Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2025-07-09-00003

Arrêté préfectoral constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique et autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans les gares d'Ille-et-Vilaine



**Arrêté préfectoral constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique et autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité dans les gares d'Ille-et-Vilaine**

**Le préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 613-2 ;

**Vu** le code des transports, notamment l'article L. 2251-9 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 27 mars 2025 nommant M. Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025, portant délégation de signature à M. Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la demande en date des 04 et 18 juin 2025 de la Direction de zone sûreté ouest de la SNCF ;

**Considérant** qu'en l'absence d'éléments objectifs indiquant qu'une personne pourrait détenir des objets susceptibles de présenter un risque pour la sécurité des personnes ou des biens, les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transports, que dans les limites de la durée et des lieux ou catégories de lieux déterminés par arrêté préfectoral constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionnées à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ;

**Considérant** que l'ensemble du territoire national est placé au niveau VIGIPIRATE « urgence attentat » et que le niveau élevé de la menace terroriste qui en découle crée des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**Considérant** que la situation internationale demeure instable notamment au Proche-Orient et au Moyen-Orient ;

**Considérant** que le niveau élevé et la prégnance de la menace terroriste caractérisent les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique, mentionnées à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure ; que, dans ce contexte d'insécurité, les gares sont des cibles potentielles ;

**Considérant** que la période estivale (du jeudi 10 juillet au lundi 1<sup>er</sup> septembre 2025 inclus) va engendrer des déplacements importants, nécessitant des moyens renforcés pour sécuriser les gares ;

**Considérant** que les découvertes d'armes blanches transportées/portées par des voyageurs sont en augmentation constante ; qu'ainsi 15 procès-verbaux ont été établis pour ce motif en 2024 et que leur nombre s'élève déjà à 13 pour le seul premier semestre de l'année 2025 ;

**Considérant** la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des moyens renforcés et des mesures adaptées à ce niveau élevé de la menace ;

**Considérant** que les forces de sécurité intérieure, fortement mobilisées pour assurer la sécurisation générale du département d'Ille-et-Vilaine, ne sauraient assurer seules les contrôles spécifiques nécessaires à la sécurité des usagers de la SNCF, qui relève au premier chef de la responsabilité de l'exploitant ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>ER</sup>** : les circonstances susvisées justifient, pendant la période **du jeudi 10 juillet 2025 au lundi 1<sup>er</sup> septembre 2025 inclus**, le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L. 2251-9 du code des transports.

**Article 2** : Les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés peuvent procéder, outre à l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille, à des palpations de sécurité, dans les conditions prévues à l'article L. 2251-9 du code susmentionné, durant la période mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et dans toutes les gares du département d'Ille-et-Vilaine.

**Article 3 :** Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le directeur interdépartemental de la police nationale d'Ille-et-Vilaine, le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de zone sûreté Ouest de la SNCF, agence de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et dont une copie sera adressée aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Rennes et de Saint-Malo.

Fait à Rennes, le - 9 JUL. 2025

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,



Gabriel MORIN

Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2025-07-10-00001

Arrêté portant réglementation de l'utilisation  
des artifices de divertissement et articles  
pyrotechniques par les particuliers

**ARRÊTÉ**  
**portant réglementation de l'utilisation**  
**des artifices de divertissement et articles pyrotechniques par les particuliers**

**LE PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**Vu** le code civil ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

**Vu** le code forestier en particulier les articles L.131-6 et suivants, R.131-4 et suivants, R.163-2 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2215-1, L.2542-2 et suivants ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;

**Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret n°2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 27 mars 2025 nommant M. Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Gabriel MORIN, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2025 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2025 portant réglementation de l'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques, des produits chimiques, inflammables et explosifs ;

**Considérant** que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ;

**Considérant** que chaque année, des accidents et atteintes graves aux personnes et aux biens résultent de l'utilisation inconsidérée des artifices de divertissement lors des événements festifs des fêtes de fin d'année, du 14 Juillet ou de la période d'Halloween notamment ;

**Considérant** que les prévisions météorologiques affichent sur les 7 prochains jours un temps chaud et sec ainsi que des vents de 30 à 40 km/h facilitant la propagation d'un incendie dès le départ de feu ;

**Considérant** que chaque jour se déclarent entre 10 et 15 feux d'espaces naturels sur le territoire de l'Ille-et-Vilaine ;

**Considérant** que l'état de sécheresse de la végétation facilite l'éclosion et la propagation d'incendies d'aires naturelles ;

**Considérant** que les professionnels artificiers disposent d'une formation et du matériel d'extinction nécessaire pour limiter et circonscrire tout départ de feu ;

**Considérant** qu'au vu des prévisions météorologiques et des risques d'incendie attendus sur les prochains jours, il convient de limiter les départs de feu sur les terrains privés ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet, dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative, de veiller à la sécurité publique en prenant toutes les mesures appropriées ;

**Sur proposition** de Monsieur le directeur des sécurités de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** L'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de toutes catégories est interdite aux particuliers en Ille-et-Vilaine, sur terrain privé et voie publique, du vendredi 11 juillet 2025 à 06h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 6h00.

**Article 2 :** Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, Messieurs les sous-préfets de Saint-Malo, Redon et Fougères-Vitré, Monsieur le directeur interdépartemental de la police nationale d'Ille-et-Vilaine, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale d'Ille-et-Vilaine, Mesdames et Messieurs les maires d'Ille-et-Vilaine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Rennes, le jeudi 10 juillet 2025

Pour le préfet, par délégation,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,



Gabriel MORIN

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai du recours contentieux, un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine.

Cette démarche interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la notification de la réponse de la préfecture ou de la décision implicite de rejet née, à l'expiration d'un délai de deux mois, du silence gardé sur ce recours gracieux.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00018

Arrêté n° 20250500 autorisant un système de  
vidéo protection pour SOCIETE NOUVELLE  
NOREA à 35420 LOUVIGNE DU DESERT



**ARRÊTE N° 20250500 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Hugues Kerdudo, responsable d'usine, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site de la SOCIÉTÉ NOUVELLE NOREA, 3 rue Thérèse BRAULT MAUBERT, 35420 LOUVIGNE DU DESERT ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le responsable d'usine est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site de la SOCIÉTÉ NOUVELLE NOREA, 3 rue Thérèse BRAULT MAUBERT, 35420 LOUVIGNE DU DESERT, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250500.

L'autorisation porte sur l'implantation d'une caméra intérieure et de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Autres (Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00015

20250392 - GLAZ PADEL - DINARD - arrêté

**ARRÊTE N° 20250392 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Brian JEANNEAUgérant, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du club GLAZ PADEL, ZA La Ville es Passant, 35800 DINARD ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le JEANNEAUgérant est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du club GLAZ PADEL, ZA La Ville es Passant, 35800 DINARD, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250392.

L'autorisation porte sur l'implantation d'une caméra intérieure et d'une caméra extérieure.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00013

Arrêté n° 20250345 autorisant un système de  
vidéo protection pour Parking EFFIA  
STATIONNEMENT à 35400 SAINT MALO

**ARRÊTE N° 20250345 du 03 juillet 2025  
portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 novembre 2019 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sur le site du Parking EFFIA STATIONNEMENT, esplanade de la Gare – avenue Anita Conti, 35400 SAINT MALO ;

VU la demande présentée par Monsieur Flavio MOLINA MUNOZ, responsable, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du Parking EFFIA STATIONNEMENT, esplanade de la Gare – avenue Anita Conti 35400 SAINT MALO ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 08 novembre 2019, pour l'utilisation de la vidéoprotection sur le site du Parking EFFIA STATIONNEMENT, esplanade de la Gare – avenue Anita Conti, 35400 SAINT MALO, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250345.

Le renouvellement porte sur la présence de 5 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.



Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00014

Arrêté n° 20250387 autorisant un système de  
vidéo protection pour Société LELY FRANCE SAS  
à 35470 BAIN DE BRETAGNE

**ARRÊTE N° 20250387 du 03 juillet 2025  
portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2020 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sur le site de la Société LELY FRANCE SAS, 20 rue de la Seine, 35470 BAIN DE BRETAGNE ;

VU la demande présentée par Monsieur François MARTIGNONI, directeur, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site de la Société LELY FRANCE SAS, 20 rue de la Seine 35470 BAIN DE BRETAGNE ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 28 juillet 2020, pour l'utilisation de la vidéoprotection sur le site de la Société LELY FRANCE SAS, 20 rue de la Seine, 35470 BAIN DE BRETAGNE, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250387.

Le renouvellement porte sur la présence d'une caméra intérieure et de 7 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1\*) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2\*) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00011

Arrêté n° 20250400 autorisant un système de  
vidéo protection pour magasin E. LECLERC -  
KERMELEUC DISTRIBUTION à 35137 PLEUMELEUC

**ARRÊTE N° 20250400 du 03 juillet 2025  
portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2017 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sur le site du magasin E. LECLERC - KERMELEUC DISTRIBUTION, 6 rue de l'Épinette, 35137 PLEUMELEUC ;

VU la demande présentée par Monsieur Mehault Vincent, directeur, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du magasin E. LECLERC - KERMELEUC DISTRIBUTION, 6 rue de l'Épinette 35137 PLEUMELEUC ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 23 mai 2017, pour l'utilisation de la vidéoprotection sur le site du magasin E. LECLERC - KERMELEUC DISTRIBUTION, 6 rue de l'Épinette, 35137 PLEUMELEUC, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250400.

Le renouvellement porte sur la présence de 79 caméras intérieures et de 14 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la délinquance inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.



- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1\*) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2\*) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00016

Arrêté n° 20250489 autorisant un système de  
vidéo protection pour MONDIAL RELAY -  
FR032887 à 35137 BÉDÉE



**ARRÊTE N° 20250489 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur Général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du MONDIAL RELAY - FR032887, place Louessard, 35137 BÉDÉE ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur Général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du MONDIAL RELAY - FR032887, place Louessard, 35137 BÉDÉE, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250489.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00017

Arrêté n° 20250490 autorisant un système de  
vidéo protection pour Mondial Relay Consigne  
FR032921 à 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

**ARRÊTE N° 20250490 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur Général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay Consigne FR032921, 57 route de Rennes, 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur Général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay Consigne FR032921, 57 route de Rennes, 35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250490.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00019

Arrêté n° 20250514 autorisant un système de  
vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne  
n° 33058 à 35000 RENNES

**ARRÊTE N° 20250514 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33058, 2 rue Jules Vallès, 35000 RENNES ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33058, 2 rue Jules Vallès, 35000 RENNES, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250514.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00020

Arrêté n° 20250514 autorisant un système de  
vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne  
n° 33058 à 35000 RENNES

**ARRÊTE N° 20250515 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Maxime HEDAN, directeur technique, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site de la société NEXHOS XP, 24 rue Raoul Dautry, 35000 RENNES ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le directeur technique est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site de la société NEXHOS XP, 24 rue Raoul Dautry, 35000 RENNES, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250515.

L'autorisation porte sur l'implantation de 6 caméras intérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00021

Arrêté n° 20250515 autorisant un système de  
vidéo protection pour société NEXHOS XP à  
35000 RENNES

**ARRÊTE N° 20250515 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Maxime HEDAN, directeur technique, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site de la société NEXHOS XP, 24 rue Raoul Dautry, 35000 RENNES ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le directeur technique est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site de la société NEXHOS XP, 24 rue Raoul Dautry, 35000 RENNES, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250515.

L'autorisation porte sur l'implantation de 6 caméras intérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00022

Arrêté n° 20250528 autorisant un système de  
vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne  
n° 33003 à 35470 BAIN DE BRETAGNE

**ARRÊTE N° 20250528 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33003, rue du Chêne vert, 35470 BAIN DE BRETAGNE ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33003, rue du Chêne vert, 35470 BAIN DE BRETAGNE, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250528.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

Pascal BAGDIAN

#### Voies et délais de recours

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00023

Arrêté n° 20250540 autorisant un système de  
vidéo protection pour MONDIAL RELAY -  
FR033072 à 35330 BOVEL

**ARRÊTE N° 20250540 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du MONDIAL RELAY - FR033072, 3 rue du Tramway, 35330 BOVEL ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du MONDIAL RELAY - FR033072, 3 rue du Tramway, 35330 BOVEL, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250540.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00024

Arrêté n° 20250541 autorisant un système de  
vidéo protection pour centre de coworking  
WHOORKS à 35000 RENNES

**ARRÊTE N° 20250541 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**  
**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Madame Emeline JOUIN, responsable de site, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du centre de coworking WHOORKS, 28 boulevard du Colombier, 35000 RENNES ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le responsable de site est autorisée à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du centre de coworking WHOORKS, 28 boulevard du Colombier, 35000 RENNES, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250541.

L'autorisation porte sur l'implantation de 5 caméras intérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à la gérante de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00025

Arrêté n° 20250543 autorisant un système de  
vidéo protection pour Mondial Relay- Consigne  
n° 33161 à 35510 CESSON SÉVIGNÉ



**ARRÊTE N° 20250543 du 03 juillet 2025  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Michael ROUSE, président directeur général, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33161, 50 boulevard des Métairies, 35510 CESSON SÉVIGNÉ ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le président directeur général est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du Mondial Relay- Consigne n° 33161, 50 boulevard des Métairies, 35510 CESSON SÉVIGNÉ, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250543.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**



- Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.
- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2025-07-03-00012

Arrêté n° 20250579 autorisant un système de  
vidéo protection pour magasin CARREFOUR  
MARKET GAROCADIS à 35830 BETTON

**ARRÊTE N° 20250579 du 03 juillet 2025  
portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 novembre 2022 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sur le site du magasin CARREFOUR MARKET GAROCADIS, avenue de Mozart , 35830 BETTON ;

VU la demande présentée par Monsieur COURJAULT Emmanuel, directeur, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du magasin CARREFOUR MARKET GAROCADIS, avenue de Mozart 35830 BETTON ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 24 juin 2025 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 03 novembre 2022, pour l'utilisation de la vidéoprotection sur le site du magasin CARREFOUR MARKET GAROCADIS, avenue de Mozart , 35830 BETTON, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20250579.

Le renouvellement porte sur la présence de 45 caméras intérieures et de 6 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (prévention intrusion et cambriolages).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.
- Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).
- Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.
- Article 11 : Le sous-préfet de Redon, le directeur de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 03 juillet 2025

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1\*) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2\*) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture ST MALO

35-2025-07-09-00004

Arrêté portant modification temporaire du  
règlement de service de l'écluse de l'usine  
marémotrice de la Rance



**ARRÊTÉ**

**portant modification temporaire du règlement de service  
de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**VU** le décret du 8 mars 1957 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Électricité de France – service national – l'aménagement et l'exploitation d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'article 16 (paragraphe 1) du cahier des charges annexé au décret du 8 mars 1957 susvisé ;

**VU** le décret du 13 avril 1961 approuvant un premier avenant au cahier des charges annexé à la convention de concession de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1969 autorisant la mise en service des installations du barrage et de l'usine marémotrice de la Rance, établis sur l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 mai 1980 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 avril 1969 portant approbation du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 1983 réglementant les mouvements des bateaux à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 1995 portant modification du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

**VU** le décret du 15 février 2022 portant nomination de M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité ouest ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo, pour les mesures de police relatives à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**CONSIDÉRANT** la circulation routière très importante transitant par l'usine marémotrice de la Rance en raison du retour massif des populations ayant assisté au jumping du 27 juillet 2025 à Dinard ;

**CONSIDÉRANT** le risque élevé d'accidents susceptibles d'être occasionnés par les bouchons engendrés par la levée du pont de 17 heures le 27 juillet 2025 ;



**CONSIDÉRANT** les difficultés pour les services de police, de gendarmerie, d'incendie et de secours et les transports sanitaires de se rendre de part et d'autre du barrage de la Rance lors d'accidents ou d'opérations de sécurité publique ou de secours en raison de l'encombrement des voies de circulation ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>:** Le règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance, pour le 27 juillet 2025 est modifié selon les modalités suivantes :

– La levée de pont de 17 heures est interdite le 27 juillet 2025.

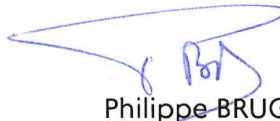
**ARTICLE 2:** la traversée du barrage est possible sans levée de pont pour les bateaux dont le tirant d'air le permet.

**ARTICLE 3:** Il est rappelé aux usagers navigateurs qui veulent franchir l'usine marémotrice par l'écluse, que la faisabilité de la manœuvre de l'écluse est de la responsabilité d'EDF exploitant de l'usine qui l'apprécie en fonction des conditions nautiques et des règlements en vigueur.

**ARTICLE 4:** Il est également rappelé aux usagers navigateurs que le chef de bord de chaque navire se présentant à l'écluse reste responsable de sa manœuvre, principalement de la prise en compte des caractéristiques de son navire qu'il doit évaluer en comparaison des conditions nautiques du passage : tirant d'air et tirant d'eau avec pied de pilote.

**ARTICLE 5:** Le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le directeur interdépartemental de la police nationale d'Ille-et-Vilaine, le commandant le peloton de la gendarmerie maritime nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine et au directeur du Centre d'Exploitation Rance Énergies (CE Rance Énergies).

Fait à Saint-Malo, le 09/07/2025  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de  
l'arrondissement de Saint-Malo



Philippe BRUGNOT

**Les voies et délais de recours :**

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux (auprès de Monsieur le sous-préfet de Saint-Malo 3, rue Roger Vercel BP 90122 35401 SAINT-MALO Cedex) ou un recours hiérarchique (auprès le ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative, place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08).

Le recours administratif proroge le délai de recours contentieux.

Sous-Préfecture ST MALO

35-2025-07-09-00005

Arrêté portant modification temporaire du  
règlement de service de l'écluse de l'usine  
marémotrice de la Rance

**ARRÊTÉ**

**portant modification temporaire du règlement de service  
de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**VU** le décret du 8 mars 1957 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Électricité de France – service national – l'aménagement et l'exploitation d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'article 16 (paragraphe 1) du cahier des charges annexé au décret du 8 mars 1957 susvisé ;

**VU** le décret du 13 avril 1961 approuvant un premier avenant au cahier des charges annexé à la convention de concession de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1969 autorisant la mise en service des installations du barrage et de l'usine marémotrice de la Rance, établis sur l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 mai 1980 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 avril 1969 portant approbation du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 1983 réglementant les mouvements des bateaux à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 1995 portant modification du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

**VU** le décret du 15 février 2022 portant nomination de M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité ouest ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo, pour les mesures de police relatives à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**CONSIDÉRANT** la circulation routière très importante transitant par l'usine marémotrice de la Rance en raison du retour massif des populations ayant assisté au feu d'artifice du 20 juillet 2025 à Dinard ;

**CONSIDÉRANT** le risque élevé d'accidents susceptibles d'être occasionnés par les bouchons engendrés par la levée du pont de minuit le 20 juillet 2025;

**CONSIDÉRANT** les difficultés pour les services de police, de gendarmerie, d'incendie et de secours et les transports sanitaires de se rendre de part et d'autre du barrage de la Rance lors d'accidents ou d'opérations de sécurité publique ou de secours en raison de l'encombrement des voies de circulation ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance, pour le 20 juillet 2025 est modifié selon les modalités suivantes :

– La levée de pont de minuit est interdite le 20 juillet 2025.

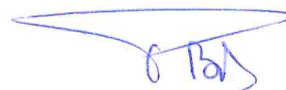
**ARTICLE 2** : la traversée du barrage est possible sans levée de pont pour les bateaux dont le tirant d'air le permet.

**ARTICLE 3** : Il est rappelé aux usagers navigateurs qui veulent franchir l'usine marémotrice par l'écluse, que la faisabilité de la manœuvre de l'écluse est de la responsabilité d'EDF exploitant de l'usine qui l'apprécie en fonction des conditions nautiques et des règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : Il est également rappelé aux usagers navigateurs que le chef de bord de chaque navire se présentant à l'écluse reste responsable de sa manœuvre, principalement de la prise en compte des caractéristiques de son navire qu'il doit évaluer en comparaison des conditions nautiques du passage : tirant d'air et tirant d'eau avec pied de pilote.

**ARTICLE 5** : Le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le directeur interdépartemental de la police nationale d'Ille-et-Vilaine, le commandant le peloton de la gendarmerie maritime nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine et au directeur du Centre d'Exploitation Rance Énergies (CE Rance Énergies).

Fait à Saint-Malo, le 09/07/2025  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de  
l'arrondissement de Saint-Malo



Philippe BRUGNOT

**Les voies et délais de recours :**

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux (auprès de Monsieur le sous-préfet de Saint-Malo 3, rue Roger Vercel BP 90122 35401 SAINT-MALO Cedex) ou un recours hiérarchique (auprès le ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative, place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08).

Le recours administratif proroge le délai de recours contentieux.

Sous-Préfecture ST MALO

35-2025-07-09-00006

Arrêté portant modification temporaire du  
règlement de service de l'écluse de l'usine  
marémotrice de la Rance



**ARRÊTÉ**

**portant modification temporaire du règlement de service  
de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**VU** le décret du 8 mars 1957 autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à Électricité de France – service national – l'aménagement et l'exploitation d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'article 16 (paragraphe 1) du cahier des charges annexé au décret du 8 mars 1957 susvisé ;

**VU** le décret du 13 avril 1961 approuvant un premier avenant au cahier des charges annexé à la convention de concession de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1969 autorisant la mise en service des installations du barrage et de l'usine marémotrice de la Rance, établis sur l'estuaire de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 mai 1980 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 avril 1969 portant approbation du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 février 1983 réglementant les mouvements des bateaux à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 1995 portant modification du règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**VU** le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;

**VU** le décret du 15 février 2022 portant nomination de M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité ouest ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Philippe BRUGNOT, sous-préfet de Saint-Malo, pour les mesures de police relatives à l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance ;

**CONSIDÉRANT** la circulation routière très importante transitant par l'usine marémotrice de la Rance en raison du retour massif des populations ayant assisté au feu d'artifice du 14 juillet 2025 à Saint-Malo.



**CONSIDÉRANT** le risque élevé d'accidents susceptibles d'être occasionnés par les bouchons engendrés par la levée du pont de minuit le 14 juillet 2025.

**CONSIDÉRANT** les difficultés pour les services de police, de gendarmerie, d'incendie et de secours et les transports sanitaires de se rendre de part et d'autre du barrage de la Rance lors d'accidents ou d'opérations de sécurité publique ou de secours en raison de l'encombrement des voies de circulation ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le règlement de service de l'écluse de l'usine marémotrice de la Rance, pour le 14 juillet 2025 est modifié selon les modalités suivantes :

– La levée de pont de minuit est interdite le 14 juillet 2025.

**ARTICLE 2** : la traversée du barrage est possible sans levée de pont pour les bateaux dont le tirant d'air le permet.

**ARTICLE 3** : Il est rappelé aux usagers navigateurs qui veulent franchir l'usine marémotrice par l'écluse, que la faisabilité de la manœuvre de l'écluse est de la responsabilité d'EDF exploitant de l'usine qui l'apprécie en fonction des conditions nautiques et des règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : Il est également rappelé aux usagers navigateurs que le chef de bord de chaque navire se présentant à l'écluse reste responsable de sa manœuvre, principalement de la prise en compte des caractéristiques de son navire qu'il doit évaluer en comparaison des conditions nautiques du passage : tirant d'air et tirant d'eau avec pied de pilote.

**ARTICLE 5** : Le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine, le directeur interdépartemental de la police nationale d'Ille-et-Vilaine, le commandant le peloton de la gendarmerie maritime nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié par extrait au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine et au directeur du Centre d'Exploitation Rance Énergies (CE Rance Énergies).

Fait à Saint-Malo, le 09/07/2025  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de  
l'arrondissement de Saint-Malo



Philippe BRUGNOT

**Les voies et délais de recours :**

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux (auprès de Monsieur le sous-préfet de Saint-Malo 3, rue Roger Vercel BP 90122 35401 SAINT-MALO Cedex) ou un recours hiérarchique (auprès le ministre de l'Intérieur – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative, place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08).

Le recours administratif proroge le délai de recours contentieux.